

Le pacte de Marrakech

Christian Vanneste, assisté de Nathalie, reçoit : Charles Millon, ancien ministre André Coustou, général Jean-Yves Le Gallou, président de Polémia Fabre Bernadac, rédacteur à Boulevard Voltaire Drieu Godefridi, essayiste libéral belge Antoine Martinez, général, essayiste, président de Volontaires pour la France Jean-Paul Gourevitch, essayiste, expert international en ressources humaines, spécialiste de l'immigration, consultant international Laurent [...]

[Libre journal de la résistance française du 9 janvier 2019 : "Le pacte de Marrakech"](#)

La dissolution serait la seule alternative

La lumière froide de l'hiver est cruelle pour Emmanuel Macron et fait couler le fard avec lequel il s'était grimé depuis 18 mois.

Les hérauts de la bien-pensance ont maquillé le résultat de son élection en triomphe.

Triomphe de la jeunesse et de la

modernité face aux partis cacochymes, triomphe de la France des startups contre la France ringarde ou obsolète, triomphe de la famille « tendance » contre la famille traditionnelle, triomphe du citoyen contre les B.O.F de province... !!!

Cette cosmétique a, un temps, un temps seulement, fait oublier qu'Emmanuel Macron ne disposait que d'un socle de 23% des votants, guère plus ; 23% qui ont, aujourd'hui, rétrécis comme peau de chagrin. Et que donc plus de 75% des Français ne se sentaient pas engagés par ce vote.

Rappelons quand même que la victoire de 2017 ne découlait pas d'un choix raisonnable mais d'un choix fabriqué : une justice utilisée pour abattre l'adversaire - François Fillon - et une diabolisation constante du FN rendaient, une fois passé le premier tour, l'issue du scrutin sans surprise.

L'Assemblée Nationale, élue dans la foulée des élections présidentielles, est à l'image de ce scrutin : en trompe l'œil. En passant du septennat au quinquennat et en faisant ainsi concorder les élections législatives et les élections présidentielles, on a insidieusement bouleversé, et notre vie institutionnelle et les fondements même de la Vème République.

Une élection par défaut ne vaut pas adhésion à un programme ou à un homme : depuis deux mois l'explosion de la crise des gilets jaunes en fait la démonstration. Celle-ci restera un marqueur intransigeant et féroce pour le pouvoir en place, bien à la peine aujourd'hui dans la guerre de mouvement imposée par les contestataires, pour toute la suite du quinquennat.

Et la consultation nationale
annoncée pour répondre à la colère du peuple n'est qu'un faux semblant, un
artifice qui provoquera, à coup sûr, l'insatisfaction des citoyens tant ils se
sentiront encore une fois bernés ; car le pouvoir ne changera pas sa
politique. Emmanuel Macron l'a clairement affirmé lors de ses vœux.

Seule une dissolution et
l'annonce de nouvelles élections législatives permettront de redonner du
souffle à notre démocratie et d'en arrêter la dérive autocratique.

Elle seule permettra de débattre, programme contre programme, et d'envoyer au
Parlement une représentation nationale conforme à l'état réel du pays.

Charles MILLON
Ancien Ministre de la Défense